



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton
74 000 ANNECY

ANNECY, le 26 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COMPTOIR SAVOYARD DISTRIBUTION

Les 4 chemins

74540 Alby-sur-Chéran

Références : 20230621-RAP-CSDAlbysurChéranRapInsp-VF
Code AIOT : 0006112355

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement COMPTOIR SAVOYARD DISTRIBUTION implanté Les 4 chemins 74540 Alby-sur-Chéran. L'inspection a été annoncée le 26/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COMPTOIR SAVOYARD DISTRIBUTION
- Les 4 chemins 74540 Alby-sur-Chéran
- Code AIOT : 0006112355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société COMPTOIR SAVOYARD de DISTRIBUTION (CSD) est une filiale du groupe CARREFOUR. Elle exploite à Alby-sur-Chéran une plateforme de distribution de produits frais (beurre, œufs, fromage, charcuterie, volaille, viande préemballée, etc) de fruits et légumes et de produits de la mer (poissons frais, coquillages).

L'entrepôt est entièrement en froid positif (entre 2°C et 6 °C), aucun produit surgelé (froid négatif) n'y étant stocké.

La plateforme distribue les produits dans les magasins "Carrefour Market" situés dans les départements de la Haute-Savoie, la Savoie, l'Isère et une partie de l'Ain.

La société CSD possède également une flotte d'une trentaine de camions qui assure le transport des produits, soit pour son propre compte soit pour le compte de sociétés tiers.

L'établissement, occupant une superficie totale de 2,4 hectares, est constitué d'un bâtiment d'une surface au sol de 12 000 m² comprenant l'entrepôt proprement dit, des locaux techniques accueillant les équipements nécessaires à l'exploitation de l'entrepôt (chaufferie, transformateurs électriques, local de charge des accumulateurs) et les bureaux.

L'entrepôt fonctionne 365 jours par an et 7 jours sur 7 avec un arrêt hebdomadaire le samedi à partir de 21h00 et une reprise de l'activité le dimanche à 17h00.

L'établissement bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation en date du 13 août 1999. A l'époque, l'entrepôt était classé sous le régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 1510-1 de la nomenclature des installations classées.

Le décret n° 2010-367 du 13 avril 2010 a modifié la nomenclature en créant la rubrique n° 1511 relative aux entrepôts frigorifiques et en l'ouvrant au régime de l'enregistrement. Le volume de l'entrepôt exploité par CSD étant compris entre 50 000 m³ et 150 000 m³ (75 000 m³), il relève désormais du régime de l'enregistrement sous la rubrique n° 1511-2 de la nomenclature.

Dans le cadre des dispositions prévues par l'article L.513-1 du code de l'environnement, le bénéfice de l'antériorité d'exploitation pour cette activité (droits acquis) a été confirmé à l'exploitant par un courrier du préfet en date du 18 octobre 2011.

Par ailleurs, outre l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 sus-mentionné, l'exploitation de l'entrepôt est aussi réglementé par l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts frigorifiques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1511 de la nomenclature, en considérant les installations comme existantes au sens de l'article 2 de cet arrêté.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits dangereux dans les entrepôts de stockage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des stocks de produits	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.1. et 2.3.2. de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
2	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.2 de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
5	Effets thermiques sur les tiers (A et E)	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.1. de l'annexe I	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9 et 2.2.6 de l'annexe I	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Nuisances sonores - suite plainte	Autre du 18/08/2022, article Rapport de mesures bruit	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra, dans un délai de 15 jours, mettre à jour son état des stocks de produits dangereux afin de représenter au mieux la réalité, et de définir de quantités majorantes pour chacun des produits. Il devra également s'assurer de l'absence d'incompatibilité pour la totalité de ses produits et pour chacune de ses rétentions. Il devra tenir à disposition la justification de cette absence d'incompatibilité lors du prochain contrôle de l'inspection.

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant devra soit se procurer la FDS de l'acide sulfurique (concentré à 37,5%) auprès du fournisseur, soit éliminer ce produit par une filière adaptée. Idem pour le bidon de "ISO VE 150" présent dans le local des pièces détachées.

Pour les produits dangereux présents dans la salle des machines (3 GRV de glycol et un bidon), l'exploitant devra positionner chacun des contenants au droit d'une rétention.

L'exploitant devra refaire sa modélisation des effets thermiques en cas d'incendie (Flumilog) en prenant un soin particulier à définir les stocks maximum au sein de la cellule 2, ainsi que la typologie et la répartition dans l'espace de ces stocks.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.3.1. et 2.3.2. de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.3.1. Connaissance des produits - Etiquetage Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont tenus à disposition des services d'incendie et de secours. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux. 2.3.2. Etat des stocks de produits L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Constats : L'exploitant a présenté sa liste de produits dangereux stockés sur site. Selon l'exploitant, les quantités indiquées correspondent au volume maximum que peut représenter chaque achat de matière (6 bouteilles lorsque le produit se présente sous forme de spray, et 20 ou 80L pour les liquides commandés en bidons). Les quantités ainsi renseignées sont alors les estimations hautes de ce qui peut être présent sur site. Or, lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que des produits étaient présents en quantités légèrement supérieures à l'état des stocks présenté plus tôt. L'exploitant devra, dans un délai de 15 jours, mettre à jour son état des stocks de produits dangereux afin de représenter au mieux la réalité, et de définir de quantités majorantes pour chacun des produits. Il a également été présenté le plan du site, avec l'implantation des zones de stockages de produits dangereux. En concertation avec l'exploitant, l'inspection considère que les cuves internes des deux groupes électrogène devraient également apparaître sur ce plan. L'exploitant a transmis le plan mis à jour par son courriel du 23 juin 2023, faisant apparaître les cuves des groupes électrogènes. Observations : L'inspection a consulté le classeur des fiches de données de sécurité (FDS). La plupart sont récentes mais certaines sont antérieures à 2020. L'exploitant pourra utilement prendre l'attache de son fournisseur afin que ce dernier justifie de la conformité de ces FDS vis-à-vis du règlement REACH, modifié dernièrement par le règlement (UE) n° 2020/878 en date du 18 juin 2020.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.2 de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2.4.2. Matières dangereuses Les matières chimiquement incompatibles, ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne sont pas stockées dans la même cellule. De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.
Constats : L'exploitant a expliqué sa démarche générale de réduction des stocks et d'utilisation « en flux tendu ». Cette démarche contribue à ce que les stocks de produits dangereux soient faibles. En revanche, il a été expliqué que la compatibilité des produits n'a pas été vérifiée spécifiquement. Il est à noter que les stockages sont organisés par typologies de produits et sur rétention (à l'exception des cas précisés ci-après) ce qui réduit la probabilité de produits incompatibles. Bien que l'inspection n'a pas constaté d'incompatibilité lors de son contrôle par sondage, il n'est pas exclu que plusieurs produits incompatibles ne soient stockés au droit d'une seule rétention. Ainsi, l'exploitant devra s'assurer de l'absence d'incompatibilité pour la totalité de ses produits et pour chacune de ses rétentions. Il devra tenir à disposition la justification de cette absence d'incompatibilité lors du prochain contrôle de l'inspection. Lors de sa visite de l'atelier de maintenance, l'inspection a constaté dans une des deux armoires la présence d'un bidon d'acide sulfurique concentré à 37,5 %. Ce produit n'apparaissait pas dans l'inventaire de l'exploitant, et aucune FDS n'a pu être présentée. Dans un délai de 15 jours, l'exploitant devra soit : - se procurer la FDS de ce produit auprès du fournisseur - éliminer ce produit par une filière adaptée. Dans le local des pièces détachées, l'inspection a constaté un bidon sans étiquetage (au sens du règlement européen CLP), dont la nature incertaine semble être « ISO VE 150 ». Dans un délai de 15 jours, l'exploitant devra soit : - se procurer la FDS de ce produit auprès du fournisseur, et étiqueter convenablement ce bidon - éliminer ce produit par une filière adaptée. Au niveau de la salle des machines, 3 « GRV » (cuves en plastique de grande capacité : 1000L) contenant du glycol sont posés à même le sol. Dans ce local, un bidon dont l'étiquette s'est détachée est également posé au sol sans rétention. Dans un délai d'un mois, l'exploitant devra positionner ces contenants au droit d'une rétention adaptée. Il peut soit positionner chacun de ces contenants sur une rétention mobile, soit justifier que le sol du local peut faire office de rétention (imperméabilité, volume suffisant, tenue chimique aux produits stockés).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.9 et 2.2.6 de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.b La détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.2.9. Systèmes de détection incendie</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les combles, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment et le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et réalise une étude technique permettant de le démontrer.</p> <p>2.2.6. Structure du bâtiment [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et canalisations, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures sont associées à un dispositif asservi à la détection automatique d'incendie assurant leur fermeture automatique, mais ce dispositif est aussi manœuvrable à la main, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C et les portes satisfont une classe de durabilité C2 ;. [...]
<p>Constats : Le bâtiment principal, le local de charge des batteries et la salle informatique possèdent des équipements de détection automatique d'incendie. Ces équipements sont vérifiés tous les 6 mois par un prestataire spécialisé (société IDEA à Albigny sur Saône). L'inspection a consulté les rapports de vérification du 12 juin 2023 et du 8 décembre 2022. Aucune non-conformité n'est mentionnée.</p>
<p>Observations : Par ailleurs, l'inspection a consulté les rapports de vérification des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, robinet d'incendie armé – RIA-, etc.). Ces vérifications doivent être effectuées tous les ans. L'exploitant a expliqué que son système de gestion informatisée commande automatiquement la vérification des organes de sécurité incendie en fin d'année n, pour une intervention en février de l'année n+1. Le contrôle 2023 a cependant eu lieu en juin (rapport daté du 19 juin 2023) car décalé pour cause de difficultés d'approvisionnement en extincteurs de la société Desautel mandatée pour ces contrôles. Dans le détail, le rapport du contrôle du 7 mars 2022 mentionne la précédente date de contrôle le 12 février 2021. Puis le contrôle de 2023 est intervenu le 19 juin 2023. La fréquence annuelle n'est donc pas systématiquement atteinte.</p> <p>L'exploitant devra s'astreindre à l'avenir à respecter une fréquence annuelle de contrôle de ses organes de lutte contre l'incendie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.1. de l'annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2023, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 2.1. Implantation</p> <p>Les parois extérieures des cellules de l'entrepôt sont implantées à une distance minimale des limites du site calculée de façon à ce que les effets létaux au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé soient contenus dans l'enceinte de l'établissement en cas d'incendie en prenant en compte la configuration la plus défavorable par rapport aux matières combustibles potentiellement stockées en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90977-14553A).</p> <p>Cette distance est au moins égale à 1,5 fois la hauteur de l'entrepôt sans être inférieure à 20 mètres.</p> <p>L'installation ne comprend pas, ne surmonte pas, ni n'est surmontée de locaux habités ou occupés par des tiers. Le stockage en sous-sol est interdit, c'est-à-dire en dessous du niveau dit de référence.</p> <p>Le niveau de référence est celui de la voirie interne au site située au pied du bâtiment et desservant la construction utilisable par les engins des services d'incendie et de secours. S'il y a deux accès par des voies situées à des niveaux différents, le niveau de référence est déterminé par la voie la plus basse.</p>
<p>Constats : Les installations ne comportent pas de sous-sol, ni de locaux habités par des tiers.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports « CSD08 » et « CSD09 » expliquant les calculs et modélisations des flux thermiques en cas d'incendie, afin de déterminer les distances d'effet. Ces calculs ont été réalisés par l'outil « Flumilog » (outil de calcul v5.61). Le rapport « CSD08 » comporte une cartographie qui présente des effets irréversibles (3 kW/m²), premiers effets létaux (5 kW/m²) et effets létaux significatifs (8 kW/m²) hors du site. Les effets létaux significatifs dépassent les limites du site sur quelques centimètres, tandis que les premiers effets létaux semblent dépasser de quelques mètres (sur le talus à l'extérieur du côté sud-est du site), et les effets irréversibles parviennent jusqu'à la bretelle de sortie de l'autoroute A41. Ces flux thermiques sont liés au stockage de la « cellule 3 », située à l'extrémité sud-est du site. Les hypothèses de calcul ont été un stockage de palettes type 1511 (de dimension 1,2m * 0,8m * 1,5m et représentant une puissance de 1300 kW), emplissant 100 % du stockage disponible de la cellule, à savoir 7 îlots de stockage de 7m de long, 3m de large et 2m de haut. Cette hauteur de stockage présenté dans le rapport « CSD08 » correspond à un remplissage du premier niveau des îlots (à quelques centimètres du sol) et du deuxième niveau de stockage (à 1,8m du sol). Le rapport « CSD09 » présente les mêmes hypothèses, à l'unique différence de la hauteur des îlots de stockage : celui-ci considère uniquement un stockage sur le premier niveau.</p> <p>Il est à noter que le rapport « CSD09 » ne présente pas de cartographie.</p> <p>Lors de la visite des installations, et notamment de la cellule 3, l'inspection a constaté que le taux de remplissage des îlots est relativement faible, et comporte des palettes en bois, des palettes en plastiques, et des cagettes en cartons emplies de denrées alimentaires dont la teneur en eau semble élevée (produits frais). La situation réelle semble potentiellement largement en deçà des modélisations proposées par le logiciel Flumilog.</p>

<p>Les modélisations proposées par les rapports « CSD08 » et « CSD09 » ne permettant pas de refléter fidèlement la situation de stockage au sein de la cellule 3, l'exploitant devra affiner la modélisation en expliquant précisément les hypothèses retenues (typologie de stockage, quantité stockée, emplacement des îlots, hauteur de stockage, etc.). Cette modélisation devra cependant rester conservatrice : en aucun cas le stockage réel ne pourra excéder la situation décrite dans le modélisation proposée). L'exploitant transmettra cette modélisation sous 1 mois à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant modifiera la géométrie de ses îlots de stockage au sein de la cellule 2 afin de correspondre à la modélisation optimisée proposée via Flumilog, et dont les effets thermiques létaux sont cantonnés aux limites du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Nuisances sonores - suite plainte

Référence réglementaire : Autre du 18/08/2022, article Rapport de mesures bruit
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Discuter des conclusions du rapport, des échanges avec le plaignant et aller écouter le bruit en toiture.</p> <p>Constats : Le 26 juillet 2021, la société CSD a reçu une plainte relative aux niveaux sonores, par courrier émanant d'un collectif de riverains de la route des Chavonnets, 74540 Alby-sur-Chéran. Dans ce secteur, les habitations les plus proches se situent à une distance d'environ 300 mètres de l'entreprise CSD.</p> <p>La lettre de plainte précise que l'origine des nuisances semble être les groupes extérieurs de production de froid, apposés sur la facade sud de l'entreprise.</p> <p>Dans sa réponse du 28 juillet 2021, l'exploitant explique planifier un contrôle des nuisances sonores par le bureau de contrôle indépendant APAVE, aux dates des 11 et 12 août 2021. Le rapport de ce contrôle a été rédigé en date du 18 août 2021.</p> <p>Des échanges de courriels ont eu lieu entre l'exploitant et monsieur Fischbach (apparemment porte parole du groupement de riverains plaignants) entre le 13 septembre 2021 et le 12 avril 2022. Dans ceux-ci l'exploitant explique avoir fait installer des protections phoniques sur le groupe de production de froid incriminé, bien que le rapport de contrôle des nuisances sonores en date du 18 août 2021 ne décelait aucune non-conformité. En revanche, monsieur Fischbach explique dans son courriel du 12 avril 2022 que postérieurement à la date d'installation des protections phoniques, selon lui, les nuisances sonores sont toujours prégnantes, et s'accroîtraient (bruits stridents).</p> <p>Par la suite, monsieur Fischbach a écrit par courriel à la mairie d'Alby-sur-Chéran ainsi qu'à l'ARS, le 4 mai 2022. Après redirections, ces échanges de courriel nous sont parvenus le 21 juillet 2022, CSD étant une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE)</p> <p>Dans la suite de la procédure, ce rapport de contrôle des nuisances sonores du 18 août 2021 a été envoyé à l'inspection des installations classées à sa demande du 21 juillet 2022.</p> <p>Le rapport fait état des conditions de réalisation des mesures :</p> <ul style="list-style-type: none"> • il précise les conditions météorologiques pouvant influencer les niveaux sonores,

- le point de mesure témoin est situé à proximité immédiate des deux groupes de production de froid (incriminés par la plainte portée par le collectif de riverains de la route des Chavonnets, 74540 Alby-sur-Chéran),
- les mesures ont été effectuées sur tous les points de mesures, avec les groupes froids en fonctionnement puis arrêtés, et ce, sur les périodes diurnes (7h-22h) et nocturnes (22h-7h).

Les mesures réalisées ont déterminé les niveaux d'émergence suivants au droit des logements des plaignants :

- Période diurne (7h00 à 22h00) : émergence maximale de 3 dB(A) à un des points de mesure, la valeur limite réglementaire étant de 5 dB(A),
- Période nocturne (22h00 à 7h00) : émergence de 0 dB(A), la valeur limite réglementaire étant de 3 dB(A).

Le rapport conclut ainsi à la conformité des niveaux sonores en ce qui concerne ce point.

En revanche, le rapport indique également que les mesures nocturnes d'un des points de mesure (point n°4) n'a pas pu être exploité car polluées par le bruit des grillons. La valeur d'émergence au niveau de ce point n'a donc pas pu être calculée.

Les conclusions de ce rapport ont été communiquées à monsieur Fischbach par l'exploitant, dans son courriel du 11 avril 2022. Ce dernier précisait également qu'il ferait installer des protections phoniques sur les groupes de production de froid. En outre, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le bon d'intervention de la société en charge des groupes froid, précisant les travaux effectués.

Cependant, M. Fischbach maintient sa plainte, dans ses courriels à l'exploitant, au maire d'Alby-sur-Chéran, et à l'ARS (courriel ensuite redirigé vers les services de l'inspection des installations classées), en date du 12 avril 2022, 4 mai 2022 et du 3 juin 2022, respectivement. De plus, dans son courriel du 12 avril 2022, M. Fischbach précise que le bruit s'est amplifié et est devenu strident.

Afin de statuer sur l'existence de « bruit strident », par son courrier du 17 août 2022 le préfet a demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesures axée sur la recherche de tonalité marquée (au sens de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997).

Un rapport de mesures daté du 10 février 2023 a été transmis par l'exploitant par son courriel du 20 février 2023. Ce rapport fait état des mesures effectuées les 8 et 9 février 2023, et pour lesquelles les instruments ont été calibrés pour enregistrer spécifiquement les tonalités marquées. Il ne mentionne aucune non-conformité : pas d'émergence notable, pas de tonalité marquée.

Ensuite, lors de la présente inspection a été vérifié in situ le bruit engendré par les deux groupes froid de l'établissement. Les deux groupes semblent fonctionner normalement et ne produisent pas de bruit excessif.

Il est donc considéré que l'exploitant respecte les exigences en termes de nuisances sonores. Un courrier sera adressé au plaignant pour l'en informer.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet